

## L'industrialisation accélérée par l'exportation en Asie

Michel Fouquin \*

La réussite exceptionnelle du développement industriel de certains pays d'Asie a donné naissance à une abondante littérature — principalement en langue anglaise. Parmi les analyses consacrées à l'étude de ce phénomène, on peut, en dehors des approches purement économiques, en distinguer trois types :

1) les analyses sociologiques, telles celles développées notamment par Harry T. Oshima[1] sur les économies des pays de mousson ; Oshima établit un lien entre la surpopulation et les formes de l'industrialisation en Asie, privilégiant les industries légères capables de s'établir dans les zones rurales pour employer les excédents de main-d'œuvre ;

2) les analyses des valeurs éthiques et religieuses qui font du confucianisme — commun à beaucoup de sociétés d'Asie de l'Est et du Sud-Est — la cause de leur réussite ; le plus connu de ces auteurs est Michio Morishima[2] qui a mis en évidence les liens qui existent entre le confucianisme japonais — et la primauté qu'il donne à la loyauté — et la réussite de l'industrie moderne au Japon ;

3) il y a enfin les explications de type géographique, développées en France par l'Institut du Pacifique[3], qui remarque que la mer est un moyen de communication plus ouvert et plus efficace que les transports terrestres, facilitant ainsi les échanges internationaux et la croissance des économies riveraines du Pacifique.

Toutes ces visions nous donnent des informations extrêmement utiles pour comprendre comment ces sociétés

---

\* Michel Fouquin est chef du département « Structures industrielles » du CEPII.

---

fonctionnent. Cependant aucune de ces approches ne permet de dire pourquoi elles ont réussi, parce qu'il s'agit principalement d'une question de politique économique et d'histoire politique et économique. En effet, si l'on prend par exemple la question de l'influence du confucianisme sur le capitalisme, on peut aussi bien expliquer le non-développement passé (respect de la tradition qui bloque la modernisation) que les succès actuels (l'esprit collectif). Par contre, il est très remarquable que l'on puisse dater précisément les débuts de la croissance rapide (entre 5 et 8 %) de ces économies. Il est aussi possible de dater leur entrée dans une période de croissance accélérée (près de 10 % par an ou plus). La première période commence en général avec le rétablissement de la paix civile et de l'indépendance nationale. La seconde période commence avec l'adoption d'une stratégie dite « d'ouverture » à l'économie mondiale.

Ainsi Hong Kong, par nécessité, se développe très vite par l'exportation de produits industriels dès 1953. Au Japon, l'accélération date de 1959 ; à Taiwan, l'accélération de la croissance se produit en 1963 alors que les réformes sont entamées en 1959 ; en 1966, elle débute en Corée où les réformes sont entreprises en 1962 par l'équipe du président Park ; le processus démarre en 1966 à Singapour. En Chine, 1949 marque le début de la reconstruction du pays et de la croissance rapide, mais ce n'est qu'à partir des réformes de 1979 que la croissance s'accélère vigoureusement.

L'analyse économique des causes des succès exemplaires enregistrés par cette stratégie d'industrialisation par l'exportation a également produit de nombreux ouvrages.

Le courant sans doute le plus puissant, tant par la quantité d'études produites que par la diffusion de ses idées dans toutes sortes de colloques, de missions, de séminaires, est le courant dominant dans les organismes internationaux, et plus particulièrement à la Banque mondiale et dans sa filiale de l'Asian Development Bank.

Ce courant a pour particularité de critiquer assez fermement les stratégies d'industrialisation a priori organisées par l'État et prône l'ouverture de chaque nation au commerce international comme un moyen de révéler les avantages comparatifs réels de chaque pays. Le rapport annuel de la Banque mondiale de 1987 est consacré à une étude systématique des relations entre le commerce extérieur et l'industrialisation[4]. Dans ce rapport, la Banque se révèle extrêmement réticente à reconnaître l'efficacité de l'action

du MITI au Japon ou de l'EPB (Economic Planning Board) en Corée du Sud. Cette position a parfois été affirmée jusqu'à la caricature par certains auteurs. Ainsi le rapport consacré à la Corée en 1987[5] développe l'argument selon lequel, si l'État était moins intervenu pour développer certaines industries lourdes, le développement économique coréen aurait été de meilleure qualité (plus équilibré) et finalement plus rapide. Ce courant de pensée a tendance soit à passer sous silence, soit à condamner le rôle extrêmement actif joué par l'État pour définir une stratégie cohérente d'industrialisation. Pour se convaincre de la déformation entreprise, il suffit de lire les textes publiés par le « père » du miracle taiwanais, le Dr Kwoh-Ting Li[6][7], qui affirme que dès les débuts de l'expérience de l'industrialisation par l'exportation, les auteurs de ces nouvelles politiques ont cherché à établir un lien entre l'exploitation des avantages comparatifs donnés à leur pays et la construction de nouveaux avantages comparatifs. Dans le cas coréen, on pourra également lire Clive Hamilton[8].

L'une des ambiguïtés les plus grandes entretenues par les auteurs libéraux sur la stratégie d'*export promotion* est qu'ils laissent souvent croire que l'ouverture au commerce international s'est faite dans les deux sens et notamment que la libéralisation des importations n'a cessé de progresser parallèlement à celle des exportations pour atteindre une quasi-liberté. En fait, cela ne repose en général que sur une vue très superficielle des choses — au demeurant démentie par tous les hommes d'affaires qui exportent vers ces pays sauf Hong Kong. L'analyse critique exemplaire des études consacrées au cas coréen a été menée par Richard Luedde-Neurath[9], qui démontre que le système coréen établit un lien étroit entre la stratégie d'exportation et le contrôle des importations nécessaires pour développer le secteur exportateur, par le biais en particulier du secteur bancaire, contrôlé par l'État, qui agit comme le véritable filtre. Les mêmes critiques ont été faites pour le modèle japonais.

Une autre démonstration a contrario est donnée par le bilan des zones franches d'exportation. En effet, la stratégie de promotion des exportations a conduit certains pays à créer des zones franches industrielles d'exportations (Export Processing Zones, dont le concept fut inventé en 1959). Le pays d'accueil installe une zone spéciale qui demeure isolée du reste du pays et accueille des firmes multinationales étrangères qui sont libres d'importer tous

---

les produits nécessaires et doivent en général réexporter la quasi-totalité de leur production. Un bilan approfondi de ces expériences a été fait par le Bureau international du travail, qui a publié une série de monographies et un ouvrage de synthèse[10]. Le succès de ces zones parmi les pays en développement, leur déclin depuis une dizaine d'années dans les NPI, permettent de mettre en lumière l'intérêt et les limites d'une telle stratégie d'industrialisation par l'exportation. Ces zones ont le mérite de créer des emplois relativement bien rémunérés et de former une main-d'œuvre au travail industriel, qui pourra ensuite servir dans le pays proprement dit. Deux inconvénients importants sont à noter, d'une part les coûts d'installation peuvent être élevés et difficiles à récupérer, comme par exemple en Chine; d'autre part l'effet d'entraînement direct sur l'économie d'accueil est proche de zéro. L'analyse coût-bénéfice de la zone de Masan de P.G. War[11] parvient à démontrer qu'il y a un certain gain de bien-être pour le pays mais que celui-ci n'est pas très élevé.

L'expérience de ces zones franches montre bien que la stratégie d'exportation n'est pas en soi suffisante pour entraîner la croissance et le développement d'un pays.

Au total, ce sont les analyses qui distinguent plusieurs étapes dans la stratégie de développement, comme celles de G. Ranis[12], qui apportent une vision plus profonde du phénomène d'industrialisation. Elles démontrent que les phases d'*import substitution*, qui impliquent que des secteurs industriels ont été sélectionnés par l'État comme prioritaires, et les phases de promotion des exportations doivent se succéder pour déboucher sur une croissance soutenue à long terme : « une période d'*import substitution* et l'approfondissement des relations interindustrielles sont requis avant qu'une économie puisse affronter avec succès la concurrence internationale » d'après Yuji Kubo[13]. L'analyse structuraliste de Chenery conduit à accorder un poids égal au changement structurel interne et à la stratégie d'*export promotion*.

Enfin, certains ouvrages ont le mérite de présenter les différentes approches de l'industrialisation comme l'ouvrage de synthèse remarquable édité par Helen Hughes[14]. Si aujourd'hui peu de personnes contestent la réalité du développement industriel en Asie, de nombreux auteurs se posent cependant la question de la généralisation de ce modèle de développement. Les pays développés et les États-Unis ont largement ouvert leurs économies à

ces pays et sont tentés de mettre des limites à leurs importations (William R. Cline[15]). La réponse principale à cette interrogation, c'est que les avantages comparatifs de chaque pays évoluent avec le niveau de développement atteint, ce qui permet à chacun de trouver sa place, ainsi que le démontrent Ippei Yamazawa et Toshio Watanabe dans l'ouvrage édité par Shinichi Ichimura[16].

---

## Bibliographie

- [1] Harry T. Oshima, *Economic Growth in Monsoon Asia*, Tokyo University, 1987.
- [2] Michio Morishima, *Capitalisme et confucianisme*, Flammarion, 1986.
- [3] Institut du Pacifique, *Le Pacifique nouveau centre du monde*, Berger-Levrault éditeur, 1983.
- [4] Banque Mondiale, *Rapport annuel sur le développement*, 1987.
- [5] D.M. Leipziger and others, « Korea : Managing the Industrial Transition », a World Bank Country Study, 1987.
- [6] K.T. Li, *Economic policies of the Republic of China, 1953-1977*, Kiei, 1978.
- [7] K.T. Li and T.S. Yu, editors, *Lessons of Economic Development in Taiwan*, Academia Sinica, 1982.
- [8] Clive Hamilton, « Capitalist industrialization in Korea », Westview Special Studies on East Asia, 1986.
- [9] Richard Luedde Neurath, « Import controls and export oriented development », Westview Special Studies on East Asia, 1986.
- [10] International Labor Organization, Centre sur les entreprises transnationales, *Economic and social effects of multinational enterprises in export processing zones*, Genève, 1988.
- [11] P.G. War, « Korea Masan Free Export Zone », *The developing economies*, vol. XXII, juin 1984, Tokyo.
- [12] G. Ranis in [7], « Prospect for Taiwan's economic development ».
- [13] Hollis Chenery and other editors, « Industrialization and Growth », a World Bank Research Publication, 1986.
- [14] Helen Hughes, *Achieving Industrialization in East Asia*, Cambridge University Press, 1988.
- [15] R. Cline, « Can the East Asian Model of Development be Generalized ? », *World Development*, n° 10, février 1982.
- [16] I. Yamazawa et T. Watanabe, « Restructuring and Technology Transfert », *Challenge of Asian developing countries*, edited by Shinishi Ichimura, Asian Productivity Organization, 1988.